



<http://www.shipbreakingplatform.org/press-release-ngos-respond-to-legal-threats-by-shipbreaking-industry-and-withdraw-from-industry-conference/>

Les ONG répondent aux menaces juridiques de l'industrie de démolition des navires et se retirent de la conférence de l'industrie

Hambourg, le 7 Mars 2018 - Lundi, l'ONG Plateforme de Démolition des Navires, une coalition internationale du travail, les droits de l'homme et des organisations environnementales ont annulé leur participation du Forum de Recyclage des Navires TradeWinds qui commence aujourd'hui à Hambourg, ceci en réponse à une lettre de l'acheteur au comptant GMS menaçant de poursuites à moins que la Plateforme supprime toutes les références à GMS sur son site internet. La Plateforme a souvent dénoncé l'acheteur au comptant pour ses pratiques, qui sont les plus sales et les plus sournoises dans l'industrie de la démolition des navires [1]. Tradewinds a refusé de remplacer le personnel de la société GMS à la présidence dans les sessions auxquelles la Plateforme devait participer en tant qu'experte, en dépit du fait qu'un conflit d'intérêts soit mentionné et qu'il soit inapproprié de permettre des discussions animées par une personne représentant une société qui menace d'attaquer légalement un invité de la séance.

« Aucune entreprise n'accepterait de participer à un débat animé par une personne menaçant de les poursuivre en justice », a déclaré Ingvild Jenssen, fondatrice et directrice de l'ONG Plateforme de Démolition des Navires. « Nous regrettons de ne

pas être en mesure de présenter notre point de vue à Tradewinds où nous aurions particulièrement fourni notre soutien aux nombreux financeurs, aux investisseurs et aux autorités qui concourent maintenant à fixer une norme pour l'industrie, et qui demandent de déplacer les chantiers loin des côtes", ajoute-t-elle.

En réaction à la tentative de GMS de faire taire les voix de la société civile critiques qui révèlent les pratiques commerciales de l'entreprise, qui sont contraires à l'éthique, dangereuses et désastreuses pour l'environnement, le conseiller juridique de la Plateforme en Belgique et aux États-Unis a répondu dans une [lettre](#) qu'aucune excuse ni rétraction ne seront présentées.

« Nous n'avons pas l'intention de supprimer des informations véridiques sur notre site web, ni de présenter des excuses sur le fait de rapporter des informations sur les activités de trafic de navires destinés à des démantèlements insalubres et dangereux. La mission de notre organisation est de fournir aux autorités, aux journalistes et aux intervenants de l'industrie des informations sur les réalités déplorables des pratiques actuelles de démantèlement des navires, qui encouragent le contournement des lois existantes sur la protection du travail et de l'environnement », dit Ingvild Jenssen.

Le harcèlement de GMS arrive après la première menace de poursuivre la Plateforme formulée par PHP, un chantier de démolition des navires bangladais, et sponsor du Forum de Recyclage des Navires TradeWinds cette année.

REMARQUES

[1] GMS est basé à Dubaï et a été impliqué dans plusieurs affaires d'exportations de déchets dangereux illégaux qui sont / ont été étudiées par les autorités et la police dans plusieurs pays.

Par exemple:

- GMS s'est révélé être l'acheteur au comptant pour l'exportation illégale du Producteur North Sea du Royaume-Uni au Bangladesh: <https://old.danwatch.dk/en/undersogelse/maersk-og-det-farlige-affald-i-Bangladesh>

- Trois gréements forés à froid empilés en Ecosse ont été empêchés de partir après que leur destination ait été soupçonnée d'être un chantier d'échouage en Asie du Sud. Il a été confirmé que GMS en est l'acheteur : <https://www.energyvoice.com/opinion/162853/opinion-scrap-shady-underbelly->

[offshore-industry/?utm_source=twitter](#)

- L'année dernière, un travailleur au Bangladesh a réclamé une indemnité pour les blessures subies pendant le démantèlement d'un navire appartenant à Zodiac Maritime. Il a été révélé que GMS était l'acheteur au comptant derrière la vente au chantier de démolition: <https://www.theguardian.com/global-development/2017/dec/02/chittagong-shipbreaking-yards-legal-fight>

- En 2009 , la société a reçu une amende 518 500 dollars par l'EPA (Agence de Protection de l'Environnement) des États-Unis pour avoir exporté illégalement un paquebot chargé en PCB en Asie du Sud: <http://www.marinelog.com/DOCS/NEWSMMIX/2009jan00311.html>

CONTACT

Ingvild					JENSSEN
Directrice		Exécutive		et	Fondatrice
Tél	..	+32	(0)	2	419 6094
ingvild@shipbreakingplatform.org					